



PLANÈTE

Papillomavirus : une campagne de vaccination dans les collèges

Le gouvernement espère permettre à 800 000 élèves d'être protégés contre les cancers liés au HPV, à l'origine de 6 000 nouveaux cas par an

Le gouvernement souhaite accélérer la prévention des maladies induites par le papillomavirus humain (HPV). Lors d'un déplacement dans un collège de Jarnac, en Charente, Emmanuel Macron a annoncé, mardi 28 février, le lancement, dès la prochaine rentrée scolaire, d'une campagne de vaccination gratuite généralisée dans les écoles, pour tous les élèves en classe de 5^e.

Grâce à ce dispositif, le chef de l'Etat espère permettre à 800 000 élèves par an d'être protégés contre les cancers liés au HPV. Un accord parental sera nécessaire avant toute injection, a précisé l'Elysée. Mais « la question se posera pour savoir si à un moment donné on la rendra obligatoire », a ajouté M. Macron.

Par ailleurs, toujours pour faciliter l'accès à cette vaccination, les pharmaciens, sages-femmes et infirmiers pourront, dès septembre, à la fois prescrire et injecter les doses de vaccin nécessaires. Cet accès simplifié sera possible pour les enfants à partir de 11 ans. Cette précision a son importance puisque, depuis novembre, les pharmaciens ne pouvaient vacciner qu'à partir de 16 ans.

Or, plusieurs études ont montré que l'efficacité du vaccin contre le HPV était très forte si elle était réalisée au début de l'adolescence, avant l'entrée dans une vie sexuelle active. Selon une étude suédoise publiée en octo-

bre 2020 dans *The New England Journal of Medicine*, « le risque de cancer du col de l'utérus chez les participantes qui avaient commencé à se faire vacciner avant l'âge de 17 ans était inférieur de 88 % à celui des participantes qui n'avaient jamais été vaccinées ». Cette réduction du risque n'est que de 53 % lorsque la vaccination est initiée entre 17 et 30 ans. Mais selon les données de Santé publique France, fin 2021, seulement 45,8 % des jeunes filles âgées de 15 ans avaient reçu une dose. Chez les garçons du même âge, la couverture vaccinale atteignait 6 %.

Vacciner tôt et le plus largement possible les jeunes filles et les jeunes garçons. C'est ce que revendiquent les associations de lutte contre le cancer depuis des années. Car les conséquences d'une infection au HPV concernent les deux sexes. Si, dans la plupart des cas, l'organisme élimine de lui-même le virus dans l'année suivant l'infection, cette dernière peut parfois devenir chronique, laissant apparaître dans certains cas des lésions précancéreuses pouvant évoluer progressivement vers un cancer.

« Tout le monde est concerné »

Chaque année, les HPV sont à l'origine de plus de 30 000 lésions précancéreuses du col de l'utérus, avec parfois des conséquences importantes, comme le risque d'accouchement prématuré mul-

tiplié par plus de deux chez les femmes enceintes infectées. En tout, les HPV causent plus de 6 000 nouveaux cas de cancers par an : près de 3 000 cancers du col de l'utérus provoquant plus de 1 000 décès par an, 1 500 cancers de la sphère ORL, 1 500 de l'anus, 200 de la vulve ou du vagin et une centaine de cancers du pénis.

« On considère qu'à l'âge de 25 ans, 85 % des personnes ont rencontré un de ces virus », souligne Coralie Marjollet, présidente d'Imagyn, association qui fédère des patientes atteintes de cancers gynécologiques. « Ce n'est donc pas un comportement particulier qui induit la contamination, tout le monde est concerné, insiste M^{me} Marjollet. Il s'agit de cancers évitables qui touchent aussi bien les filles que les garçons. »

A l'international, de nombreux exemples montrent le succès de la vaccination scolaire. En Australie, par exemple, où la vaccination des filles et garçons de 12 à 13 ans est proposée depuis 2013 à l'école, le taux de personnes infectées par les HPV est passé de 22,7 % en 2005-2007 à 1,5 % en 2015 chez les jeunes femmes de 18-24 ans. La couverture vaccinale y est de 80 % chez les filles et 76 % chez les garçons.

C'est justement l'objectif que se fixe le gouvernement à l'horizon 2030 : parvenir à une couverture de 80 % contre les HPV. Un chemin encore long à parcourir pour cette vaccination recommandée





depuis 2007 chez les jeunes filles de 11 à 14 ans (avec un rattrapage vaccinal possible jusqu'à 19 ans, nécessitant alors trois doses) et depuis le 1^{er} janvier 2021 chez les jeunes garçons. Pour les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, le rattrapage est possible jusqu'à 26 ans. *« Il faudrait que cette possibilité soit également ouverte aux femmes jusqu'à 26 ans, juge Coralie Marjollet. Les études prouvent que l'efficacité est encore bonne dans cette tranche d'âge. »*

Bons résultats

Par ailleurs, *« il faudra absolument que cette campagne de vaccination soit accompagnée d'une grande campagne d'information »*, rappelle Emmanuel Ricard, délégué à la prévention et la promotion du dépistage à la Ligue contre le cancer. A la fois en direction des parents et des professionnels de santé. *« Car le HPV pâtit toujours de l'image de la vaccination contre l'hépatite B »*, souligne M. Ricard. Un vaccin sujet à polémique dans les années 1990 à cause d'un supposé lien entre le produit et la sclérose en plaques, écarté depuis par une dizaine d'études.

De son côté, le vaccin contre le HPV doit aussi se défaire de polémiques qui ont entouré ses débuts. *« Les études montrent qu'il n'a aucune conséquence en termes de maladies dégénératives »*, insiste Coralie Marjollet. *Il faut que cette vaccination se banalise. »*

Une expérimentation menée dans la région Grand-Est depuis 2020 a montré les bons résultats de la vaccination scolaire, grâce notamment à l'organisation de rencontres avec les professionnels de santé du territoire et l'envoi de courriers aux parents. Pour l'année 2021-2022, la campagne a permis de passer de 14 % à 31 % de jeunes scolarisés en classe de 5^e ayant reçu une dose. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Les pharmaciens, sages-femmes et infirmiers pourront, dès septembre, à la fois prescrire et injecter les doses nécessaires

